Session ordinaire 2016-2017

RB P.V. AEDCI 50

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Procès-verbal de la réunion du 27 juin 2017

Ordre du jour :

Echange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères et européennes sur l'actualité politique européenne et internationale

*

Présents : M. Claude Adam, M. Marc Angel, M. Eugène Berger, M. Mars Di Bartolomeo, rempalçant de M. Yves Cruchten, M. Franz Fayot, remplaçant de Mme Claudia Dall'Agnol, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, M. Marc Spautz, M. Serge Wilmes, M. Claude Wiseler

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Mme Rita Brors, Mme Fabiola Cavallini, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Lydie Polfer

M. Georges Bach, M. Claude Turmes, membres du Parlement européen

*

Présidence : M. Marc Angel, Président de la Commission

*

Echange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères et européennes sur l'actualité politique européenne et internationale

M. le Ministre informe sur les derniers développements en matière de politique européenne et internationale.

Migration

Entre le 1er janvier et le 23 juin 2017, un total de 84.000 migrants sont arrivés en Europe, dont 60.000 en Italie, ce qui représente une hausse de 26% par rapport à 2016. 9.900 migrants sont arrivés en Grèce via la Turquie, ce qui correspond à une baisse de 94% par rapport à 2016. En matière de migration, la Turquie coopère avec l'Union européenne et effectue des contrôles efficaces. Les conditions dans certains camps de réfugiés sur les îles grecques

sont mauvaises, les camps restant surpeuplés.

La situation en Lybie reste très complexe. Il y a un afflux de migrants venant notamment du Bangladesh, du Nigeria et de la Côte d'Ivoire. 4.000 migrants ont été renvoyés dans leurs pays sous le contrôle de l'OIM (Organisation internationale de la migration) et de l'UNHCR. L'ONG Amnesty International critique que le garde-côte libyen, en coopération avec l'Italie, renvoie des migrants dans le Soudan. Il a été insisté à ce que les retours se fassent toujours en collaboration avec l'OIM et l'UNHCR. L'Union européenne cherche à conclure des accords de réadmission avec les pays d'origine. Les camps pour réfugiés en Libye ressemblent à des camps de concentration et sont parfois gérés par des passeurs. Le Ministre est résolument contre l'idée exprimée par un des Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne d'empêcher les bateaux à atteindre l'Europe sans procéder au sauvetage des passagers.

Les 3 milliards d'euros investis par l'Union européenne en Turquie ont permis à 500.000 jeunes d'accéder à l'éducation ; 60.000 personnes vulnérables sont nourries et plus de 2 millions de personnes peuvent profiter des soins de santé. 1,5 milliards d'euros ont été dépensés à ce jour. La Turquie accueille 3 millions de Syriens, dont la plupart vivent dans des localités et non pas dans des camps.

La décision de la Cour de justice de l'Union européenne sur le recours de la Hongrie et de la Slovaquie concernant le partage des réfugiés est attendue pour septembre 2017.

Conseil Affaires extérieures

Ont notamment été abordés les sujets de la situation au Mali et du contre-terrorisme.

Une attaque contre la mission de l'Union européenne au Mali a récemment eu lieu. Le participant luxembourgeois se trouvait à proximité, mais n'a pas été atteint. La situation au Mali reste difficile.

Suite au récent attentat à Londres, le Ministre britannique a expliqué que quelques 23.000 personnes vivant en Grande-Bretagne sont susceptibles d'être radicalisé. Les guerres notamment en Irak et en Syrie sont à l'origine de cette radicalisation. La Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne optent pour le renforcement du contrôle des flux financiers du terrorisme ainsi que de l'internet.

Visite des ministres du Benelux en Irak

Les villes de Mossoul et de Rakka seront libérées du Daesh. Il est probable que plusieurs milliers de combattants étrangers retourneront alors dans leur pays. La Belgique en est particulièrement touchée. Un grand nombre de combattants du Daesh chercheront refuge en Turquie. Il sera donc très important de procéder à des contrôles.

L'Irak a un problème de l'unité de son territoire. Les régions kurdes préparent un référendum sur l'indépendance pour le 25 septembre 2017.

Les pays du Golfe

En ce qui concerne l'Iran, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont une approche différente de celle de l'Oman, du Bahreïn et du Koweït. Selon le Ministre, la conséquence de l'actuel isolement du Qatar sera de rapprocher encore davantage ce pays à l'Iran, ce qui renforcera la crise. Les Européens ne considèrent pas les « frères musulmans » comme une organisation terroriste. Or, il est connu que le Qatar entraîne des membres de l'Hezbollah. Les investissements du Qatar au Luxembourg ne sont pas considérés comme ayant un lien avec le terrorisme. Le Qatar produit du gaz liquéfié et investit dans le monde entier. Les pays du Golfe sont demandeurs pour rencontrer les représentants de l'Union européenne en septembre 2017. Les Etats-Unis viennent de vendre un nombre important d'avions de combat au Qatar. L'Union européenne soutient le Koweït dans son approche de médiation.

Débat

Les éléments suivants peuvent être retenus de la discussion.

Un membre de la commission s'indigne du fait que des pays européens vendent des armes à l'Arabie Saoudite. Le Ministre répond que le Luxembourg pourrait s'engager pour un embargo dans le cadre du conflit avec le Yémen, mais il doute à ce qu'une telle démarche ait succès. Il donne à considérer que ce domaine est dans la compétence nationale. Le conflit au Yémen se traduit par des bombardements terribles. La situation de la population est encore aggravée par une épidémie de choléra.

En ce qui concerne la Turquie, 27 Ministres des affaires étrangères de l'UE, dont le Ministre luxembourgeois, défendent l'opinion qu'il n'est pas à l'UE d'interrompre le dialogue, la ligne rouge à ne pas dépasser par le gouvernement turc étant l'instauration de la peine de mort.

Affaires européennes

Au niveau européen, des discussions portent sur les futurs sièges de l'agence bancaire et de l'agence pharmaceutique. D'une part, il y a des critères concernant les infrastructures. D'autre part, il a été retenu que chaque Etat membre peut poser sa candidature avant fin juillet 2017 et qu'une évaluation sera faite par la Commission européenne. Un vote est prévu au Conseil Affaires générales en octobre 2017. Le Luxembourg a posé sa candidature pour le siège de l'agence bancaire.

Le 19 juin, les négociations sur le Brexit ont débuté. Trois sujets principaux sont actuellement débattus, à savoir les finances, l'Irlande du Nord et les droits des citoyens.

Luxembourg, le 3 août 2017

La Secrétaire-administrateure,
Rita Brors

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration,
Marc Angel